

Discours du 25 septembre – Journée nationale d'hommage aux Harkis

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Maire,
Mesdames et Messieurs les élus, en vos titres et grades,
Mesdames et Messieurs les officiers et représentants des autorités militaires,
Mesdames et Messieurs les représentants des forces de l'ordre et des sapeurs-pompiers,
Chers amis, chères familles harkis, chères familles pieds-noirs,
Aux présidents de toutes les associations patriotiques,

Aux porte-drapeaux qui, par leur présence fidèle, font flotter bien plus qu'un drapeau : ils portent la mémoire de ceux qui ont tout donné.

Au service du protocole de la préfecture et de la mairie, merci pour votre soutien et votre engagement. Ces équipes travaillent souvent en coulisses pour que chaque événement soit digne, fluide et gravé dans nos mémoires.

Aux photographes, et à toutes celles et ceux qui œuvrent dans l'ombre pour faire jaillir la lumière, merci de contribuer à faire vivre cette mémoire. Par votre regard, vous éclairez une histoire trop longtemps ensevelie et vous veillez à ce qu'elle ne soit jamais oubliée.

Si nous sommes rassemblés aujourd'hui, c'est parce que le 25 septembre est la Journée nationale d'hommage aux Harkis. C'est le jour où la République tout entière est appelée à se souvenir officiellement des sacrifices consentis et des drames vécus. En cette journée, nous pensons aux harkis, aux moghaznis et à l'ensemble des personnels des formations supplétives : des hommes d'honneur et de loyauté qui, engagés sous l'uniforme français, ont fait le choix de la France.

C'est pour honorer ce souvenir que nous sommes réunis devant cette plaque. Dévoilée lors de son inauguration le 6 décembre 2025 à laquelle nombre d'entre vous n'avaient pas pu assister, elle est désormais notre point de repère pour porter haut notre devoir de mémoire.

Au fil des années, nous avons cheminé, notamment aux côtés de ceux qui ont su tendre la main, comme le Président Jacques Chirac. C'est grâce à cette volonté politique et à l'officialisation de dates mémorielles clés comme ce 25 septembre ou le 5 décembre que le regard de nos dirigeants a fini par changer. Longtemps considérés comme invisibles, comme un problème non élucidé qu'on préférait taire, nous sommes enfin sortis de l'ombre. Grâce à cette date, nous sommes pleinement visibles sur la carte de la France. Cette reconnaissance est notre socle, et ce mémorial en est la perpétuelle incarnation.

Ici, aux côtés des familles pieds-noirs qui partagent cette même mémoire d'une terre aimée et quittée dans la tourmente, nous mesurons combien nos destins sont liés.

Une même histoire, faite de drames, de souffrances, mais aussi d'un courage inébranlable, nous unit dans une même fraternité d'épreuve.

Car pour nous, familles harkis et descendants, ce lieu et cette date représentent bien plus qu'un symbole. C'est un moment d'histoire. Un moment de vérité. Un moment d'humanité.

Derrière cette plaque et devant cette date du 25 septembre se trouvent des vies, des souffrances, des déchirures, des destins brisés et des forces insoupçonnées.

Derrière cette plaque se trouvent nos parents. Et derrière cette plaque, il y a nous.

Depuis plus d'un demi-siècle, notre histoire a trop souvent été enfermée, oubliée, marginalisée.

Nos familles ont été déplacées, reléguées dans des camps, des hameaux, parfois même dans des forêts.

On a tenté de faire taire leur histoire. On a tenté de l'effacer, de la masquer, parfois même de la réécrire.

Mais, comme le dit si bien le proverbe mexicain :

« Ils ont essayé de nous enterrer. Ils ne savaient pas que nous étions des graines. »

Nous sommes ces graines.

Et aujourd'hui, nous, leurs héritiers morts ou vivants, sommes debout, porteurs de leur mémoire, de leur dignité et de leur vérité. Nous sommes les enfants de deux cultures, les enfants de deux mémoires : nés des racines de l'Algérie et nourris au biberon de la République française. Et nous avons appris que nos différences sont aussi nos ressemblances.

« *Cette cérémonie du 25 septembre est dédiée à l'hommage aux Harkis.* »

À leurs engagements, à leur loyauté, à leur douleur, à leur honneur.

Et je veux le dire avec respect, mais aussi avec fermeté :

Nul ne peut s'approprier notre histoire.

Nul ne peut parler à notre place.

Nul ne peut définir ce que fut la douleur de nos parents, car la douleur ne se transmet pas : elle se vit.

Nos parents, les Harkis, ont longtemps été considérés comme de simples intérimaires de l'Histoire durant la guerre d'Algérie. Il aura fallu attendre près d'un quart de siècle pour que la République, par la voix du président Jacques Chirac, leur reconnaisse enfin le statut d'anciens combattants.

N'oublions pas ces femmes courageuses qui se sont engagées dans l'armée française sous l'intitulé de « Harkettes ».

Quant à nos mères, elles furent accueillies sur le sol français sous le qualificatif

injuste « d'adultes inadaptés », privées du titre de rapatriées à l'égal des hommes, alors même qu'elles partageaient les mêmes épreuves, les mêmes sacrifices et le même exil.

Malgré ces injustices, malgré ces blessures profondes, nous avons fait le choix de la fidélité et de l'honneur. Jamais nous n'avons porté atteinte à ce pays, car il est le nôtre : la France. Nous avons cru, et nous croyons encore, aux promesses de la République : la justice, l'égalité et la fraternité.

Parfois, le regard extérieur déforme nos réactions, mais il ne reflète en rien la noblesse de nos droits ni la légitimité de nos combats. Il est certes difficile, y compris pour les représentants de la Nation, de se confronter au visage d'une injustice trop longtemps tue ; et cela, nous pouvons le comprendre.

Pendant trop longtemps, le regard porté sur notre condition de Harkis ou de descendants nous a confinés dans un rôle subalterne, comme si notre parole n'avait pas sa place ou faisait offense à notre intelligence. Pourtant, notre parcours, nos réussites et notre constance démontrent le contraire. Nous ne cherchions pas la compassion ou une simple gratitude de façade, car cela ne ferait que nous réduire à des mendiants de la mémoire. Nous aspirons simplement à notre juste place, dans la pleine conscience de notre citoyenneté.

Si notre détermination est parfois perçue comme de la véhémence, il ne faut pas y voir une intention personnelle. Ce n'est pas de l'hostilité : c'est le reflet d'une nécessité. Pour chaque demande, nous sommes contraints de faire entendre notre voix avec force, car notre juste valeur n'a jamais été pleinement reconnue.

Il est vrai que, lorsqu'une réalité historique nous échappe ou que l'on refuse d'en assumer la responsabilité, il devient malaisé d'en saisir toute la portée. Comme l'écrivait si justement Jean Cocteau : « Beaucoup d'hommes naissent aveugles et ne s'aperçoivent que le jour où une vérité leur crève les yeux. »

Notre démarche n'est ni une accusation ni une rupture. Elle est un appel à la mémoire collective, à la reconnaissance et à l'apaisement.

Nous avons un devoir républicain : celui de protéger la mémoire de nos parents et de veiller, avec vigilance, dignité et dans la paix, à ce qu'elle ne soit jamais bafouée.

Peu importe les motivations de celles et ceux qui prennent l'initiative d'honorer cette mémoire, Monsieur le Maire.

Dans la République, le geste mémoriel dépasse les intentions individuelles. Il s'inscrit dans le temps long de l'Histoire. Et ce rassemblement compte, car il nous rend visibles.

Il rend visible une page de l'histoire de France que l'on a trop longtemps voulu taire, mais qui fait pleinement partie de notre mémoire nationale.

S'il y a un prix à payer, c'est celui de la patience.

Car la patience, lorsqu'elle est portée par la dignité et la fidélité aux valeurs républicaines, demeure notre meilleure alliée.

Avant de conclure, permettez-moi de partager avec vous les derniers mots de mon père, le 9 juillet 2011.

Ce jour-là, alors qu'une larme ruisselait sur mon visage, il m'a pris la main. D'une voix faible mais d'une dignité infinie, il m'a murmuré :

« Ne pleure pas ma fille...

Papa ne meurt pas aujourd'hui.

Il meurt depuis 1962, avec tous ses frères d'armes abandonnés, désarmés, laissés pour compte.

La mort, tu sais... Elle est douce à côté de la trahison et de l'abandon lorsqu'on a versé l'impôt du sang pour son pays.

»

Ces mots ne sont pas seulement un souvenir.

Ce sont un héritage. Une vérité. Une promesse.

Ils traversent le temps, ils traversent nos vies... et ils continueront de traverser l'Histoire.

En ce jour de recueillement du 25 septembre, face à nos familles et devant ce mémorial, nous disons à nos parents :

Nous ne vous oublions pas. Nous ne renonçons

pas.

Nous sommes là.

Et nous continuerons à être là, chaque année, jusqu'au dernier souffle.

Vive la République, vive la France.



Syndia Hamoudi

Présidente

Association Occi-Harkis-Tanie

07.61.64.98.98

syndia2431@gmail.com

